Industrie Canada Industry Canada

Premier trimestre de 2011

www.pme-prf.gc.ca/moniteurcr

LE MONITEUR DU CAPITAL DE RISQUE

MISE À JOUR TRIMESTRIELLE SUR L'INDUSTRIE CANADIENNE DU CAPITAL DE RISQUE

Les petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes innovatrices à forte croissance qui commercialisent les résultats de la recherche sont en grande partie tributaires de l'industrie du capital de risque pour assurer leur financement. C'est pourquoi la vigueur de cette industrie revêt de l'importance pour ce segment des PME. La présente série de bulletins a pour but de fournir de l'information à jour sur l'industrie du capital de risque au Canada. À cette fin, elle fait état des tendances observées au chapitre de l'investissement, rend compte de la recherche sur des sujets touchant le capital de risque et examine les principales grappes technologiques où est investi le capital de risque.

INTRODUCTION

Le présent numéro porte sur les activités observées au cours du premier trimestre de 2011 en matière d'investissement en capital de risque et de mobilisation de fonds au Canada.
Il décrit également les activités fédérales récentes ayant trait au capital de risque. Enfin, on y trouve un article sur la façon dont le programme du gouvernement fédéral des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche a permis de créer 22 centres reconnus à l'échelle internationale qui aident de nouvelles entreprises innovatrices à accéder aux pratiques ressources, compétences et sources de financement dont elles ont besoin.

APERÇU DES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE CAPITAL DE RISQUE

Sommaire des activités en matière d'investissement et de mobilisation de fonds

Des investissements stables d'une année à l'autre

Au premier trimestre de 2011, les investissements en capital de risque ont atteint 315 millions de dollars (111 transactions), ce qui représente le niveau le plus élevé de nouveaux investissements depuis le deuxième trimestre de 2010, un total toutefois presque identique aux 311 millions de dollars (111 transactions) investis durant la même période en 2010. La hausse des investissements en matière de capital de risque durant le premier trimestre de 2011 est largement attribuable à la participation accrue des investisseurs gouvernementaux, qui ont investi environ 61 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2011, comparativement à 16 millions de dollars au cours de la même période en 2010.

La mobilisation de fonds en capital de risque a poursuivi son recul durant le premier trimestre de 2011, alors qu'à peine 217 millions de dollars ont été engagés en nouveau capital, soit une baisse de 44 % par rapport aux 386 millions de dollars engagés durant la même période en 2010.

La plupart des nouvelles mobilisations de fonds au cours du premier trimestre de 2011 ont été absorbées par des fonds privés en capital de risque (117 millions de dollars), soit 38 % moins que le montant engagé durant la même période l'année dernière.

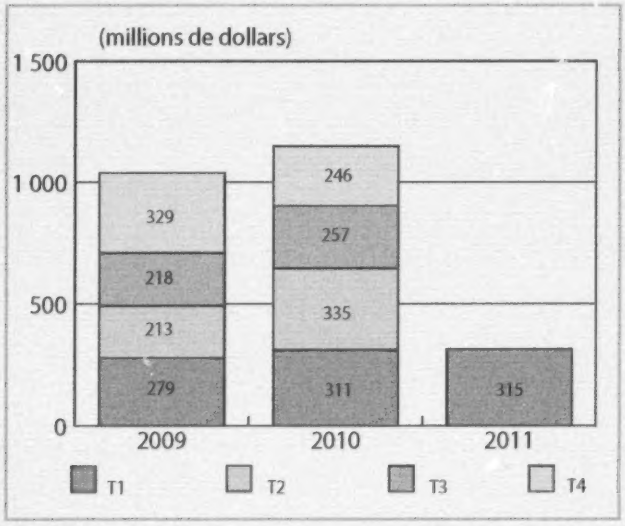
Tableau 1 : Investissement en capital de risque et mobilisation de fonds, T1 de 2010 et T1 de 2011

	T1 2010	T1 2011	Variation en %
	(millions de dollars)		
Investissement	311	315	1
Mobilisation de fonds	386	217	-44

Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

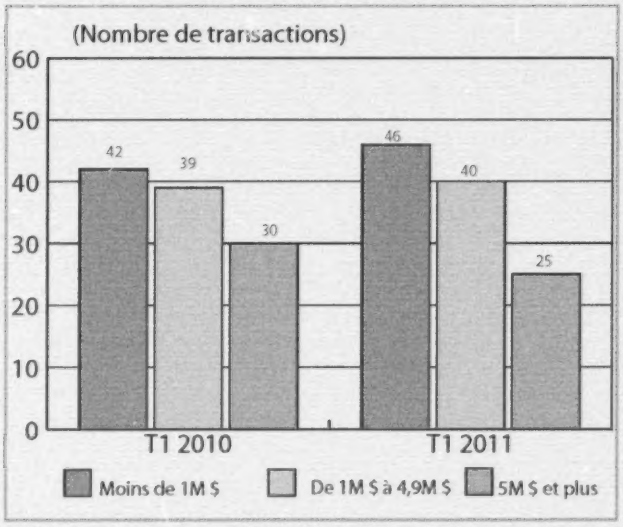
Canada

Figure 1 : Investissement en capital de risque par trimestre, de 2009 à 2011



Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

Figure 2 : Répartition des investissements en capital de risque selon la valeur des transactions, T1 de 2010 et T1 de 2011



Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

Valeur des transactions

Valeur des transactions au T1 de 2011 égale à celle du T1 de 2010

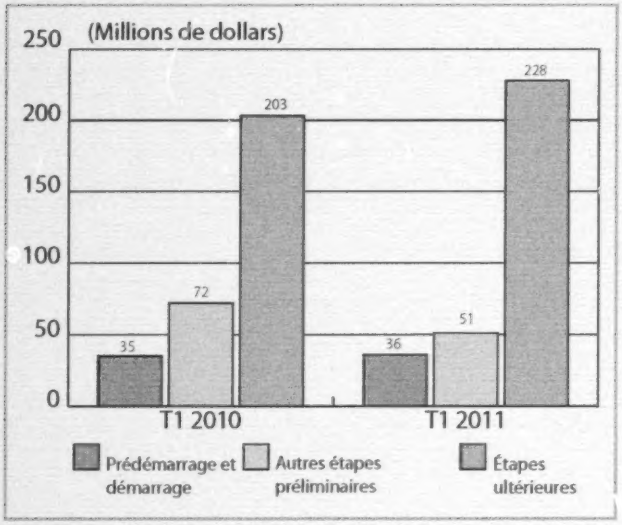
Pendant le premier trimestre de 2011, 111 entreprises ont reçu du financement en capital de risque. Le montant total du financement était identique à celui reçu durant la même période en 2010 (figure 2). Bien qu'il s'agisse d'une amélioration par rapport aux chiffres de 2009, le financement en capital de risque continue d'être inférieur aux niveaux connus avant la récession. La valeur moyenne des transactions au premier trimestre de 2011 était de 2,8 millions de dollars, ce qui est conforme à la valeur moyenne des deux dernières années. Malgré la tendance à la baisse de la valeur des transactions observée depuis quelques années, plusieurs transactions très importantes (supérieures à 15 millions de dollars) ont été enregistrées entre janvier et mars, ce qui a permis de garder la valeur moyenne des transactions à 2,8 millions de dollars.

Étape du développement

Diminution du nombre d'investissements pour les entreprises en prédémarrage et en démarrage, mais augmentation pour les entreprises de plus grande taille qui sont à des étapes ultérieures de développement

Au cours du premier trimestre de 2011, les investissements ont de plus en plus ciblé les entreprises qui sont à des étapes ultérieures de leur développement (73 % de la valeur globale), aussi bien sur le plan des transactions (63 %) que de la valeur (73 %), comparativement à la même période en 2010. Toujours au premier trimestre de 2011, la valeur combinée du financement dans toutes les entreprises qui sont aux premières étapes de leur développement était de 87 millions de dollars, soit une baisse de 18 % par rapport au premier trimestre de 2010 (figure 3). Cette baisse est attribuable à une diminution des investissements dans les entreprises qui sont aux autres étapes préliminaires de leur développement, tandis que le financement dans les entreprises en démarrage et en prédémarrage est demeuré relativement stable d'une année à l'autre.

Figure 3 : Investissements en capital de risque selon l'étape du développement, T1 de 2010 et T1 de 2011



Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

Nouveaux investissements et investissements subséquents

Diminution des nouveaux investissements pour les entreprises aux premières étapes, mais augmentation pour les entreprises qui sont à des étapes ultérieures de leur développement

Pour le deuxième trimestre consécutif, 48 nouvelles transactions de capital de risque ont été réalisées au cours du premier trimestre de 2011, soit sept de plus qu'au cours de la même période en 2010. Les nouvelles transactions valaient 98 millions de dollars au premier trimestre de 2011, ce qui indique que même si le nombre de nouvelles transactions de capital de risque a augmenté durant le premier trimestre de 2011, leur valeur était inférieure à celle des nouvelles transactions réalisées au premier trimestre de 2010 (107 millions de dollars). Bien que la plupart des nouveaux financements durant le premier trimestre de 2011 visaient des entreprises aux étapes ultérieures de leur développement, le nombre de nouveaux investissements dans les entreprises en prédémarrage et en démarrage en un seul trimestre a atteint son plus haut sommet depuis 2009. Les investissements subséquents d'une année à l'autre ont diminué légèrement; au premier trimestre de 2011, seulement 63 entreprises ayant reçu du financement subséquent (tableau 2).

Tableau 2 : Nombre d'entreprises qui ont bénéficié de nouveaux investissements et d'investissements subséquents, du T1 de 2010 au T1 de 2011

Investissements		T1 2010	T2 2010	T3 2010	T4 2010	T1 2011
Nouveaux	Prédémarrage et démarrage	12	12	5	5	14
	Autres étapes préliminaires	6	7	4	9	2
	Étapes ultérieures	23	28	32	34	32
	Toutes les étapes	**41**	**47**	**41**	**48**	**48**
Subséquents	Prédémarrage et démarrage	12	11	9	14	9
	Autres étapes préliminaires	21	24	28	12	18
	Étapes ultérieures	37	40	30	41	36
	Toutes les étapes	**70**	**75**	**67**	**67**	**63**

Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

Type d'investisseur

Accroissement des activités par les investisseurs gouvernementaux et les investisseurs étrangers

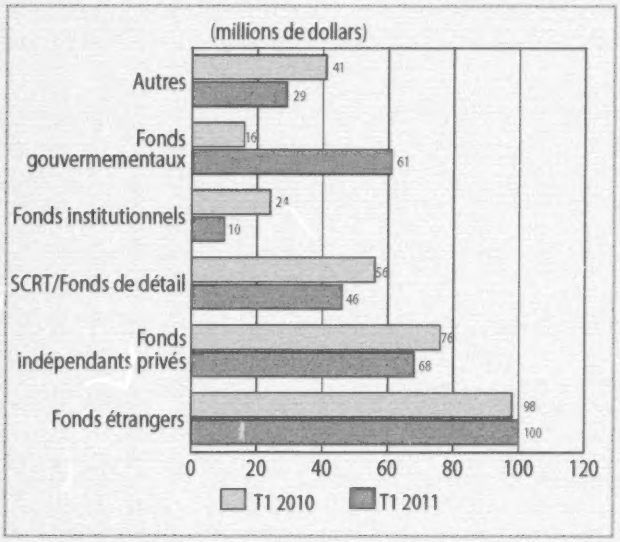
L'accroissement des activités d'investissement en capital de risque au premier trimestre de 2011 découle de l'accroissement des investissements en capital de risque étrangers et gouvernementaux (figure 4). Les investissements réalisés d'une année à l'autre par les sociétés à capital de risque de travailleurs (SCRT) et les fonds de détail ont diminué de 18 %, tout comme les investissements effectués par les fonds indépendants privés qui sont passés de 76 millions de dollars au premier trimestre de 2010 à 68 millions de dollars au premier trimestre de 2011.

Les investissements gouvernementaux directs en capital de risque ont atteint leur niveau trimestriel le plus élevé depuis 2002, se chiffrant

à 61 millions de dollars. Le Groupe capital de risque de la Banque de développement du Canada (BDC) était le plus actif parmi les investisseurs gouvernementaux, mais d'importantes transactions ont également été effectuées par le fonds d'actions d'Exportation et développement Canada (EDC), le Fonds de développement des technologies émergentes de l'Ontario, le fonds GO Capital et le Fonds Tandem Expansion.

Le montant investi par des fonds étrangers au premier trimestre de 2011 a poursuivi sa reprise amorcée en 2008, les entreprises canadiennes ayant attiré un financement étranger d'environ 100 millions de dollars (figure 4). Par conséquent, les activités transfrontalières ont représenté presque le tiers de la valeur totale des investissements en capital de risque au premier trimestre de 2011, ce qui se rapproche de la part de marché traditionnelle.

Figure 4 : Répartition des investissements en capital de risque selon le type d'investisseur, T1 de 2010 et T1 de 2011



Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

Mobilisation de fonds

La mobilisation de fonds en capital de risque au Canada continue d'accuser un retard

Les activités canadiennes en matière de mobilisation de fonds en capital de risque ont continué de reculer au premier trimestre de 2011, alors que seulement 217 millions de dollars en nouveaux financements ont été attribués au capital de risque. Il s'agit d'une baisse de 44 % par rapport aux 386 millions de dollars engagés au premier trimestre de 2010 et du quatrième trimestre consécutif où la mobilisation de fonds était inférieure à 300 millions de dollars. La baisse de la mobilisation de fonds au premier trimestre a touché à la fois les fonds indépendants privés et les fonds de détail, qui ont subi respectivement une baisse de 38 % et de 51 % comparativement à la même période en 2010.

Répartition régionale

Augmentation des investissements en capital de risque en Colombie-Britannique et en Ontario

Au cours du premier trimestre de 2011, le nombre total de financements a augmenté en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec, comparativement à la même période en 2010 (tableau 3). Au Québec, malgré cette augmentation, la valeur moyenne des transactions a presque diminué de 30 %, entraînant une diminution générale des investissements dans la province au premier trimestre de 2011. L'Ontario, qui a attiré le plus d'investissements en capital de risque durant le trimestre (42 % des investissements canadiens en capital de risque) grâce à d'importants investissements dans la technologie de l'information et des communications (TIC), a affiché son trimestre le plus solide depuis le quatrième trimestre de 2009 (figure 5). La Colombie-Britannique a démontré la plus importante croissance d'une année à l'autre, avec 25 % plus d'investissements au premier trimestre de 2011, par rapport à la même période en 2010. Cette croissance est surtout attribuable

à deux importantes transactions conclues en mars dernier dans le secteur de l'énergie.

Tableau 3 : Nombre d'entreprises recevant du capital de risque, par province, T1 de 2010 et T1 de 2011

	T1 2010	T1 2011	Variation (en %)
Colombie-Britannique	12	19	58
Alberta	6	4	-33
Saskatchewan	3	2	-33
Manitoba	2	2	s/o
Ontario	33	37	12
Québec	43	50	16
Nouveau-Brunswick	3	2	-33
Nouvelle-Écosse	2	0	-100
Île-du-Prince-Édouard	0	0	s/o
Terre-Neuve-et-Labrador	0	2	s/o
Territoires	0	0	s/o

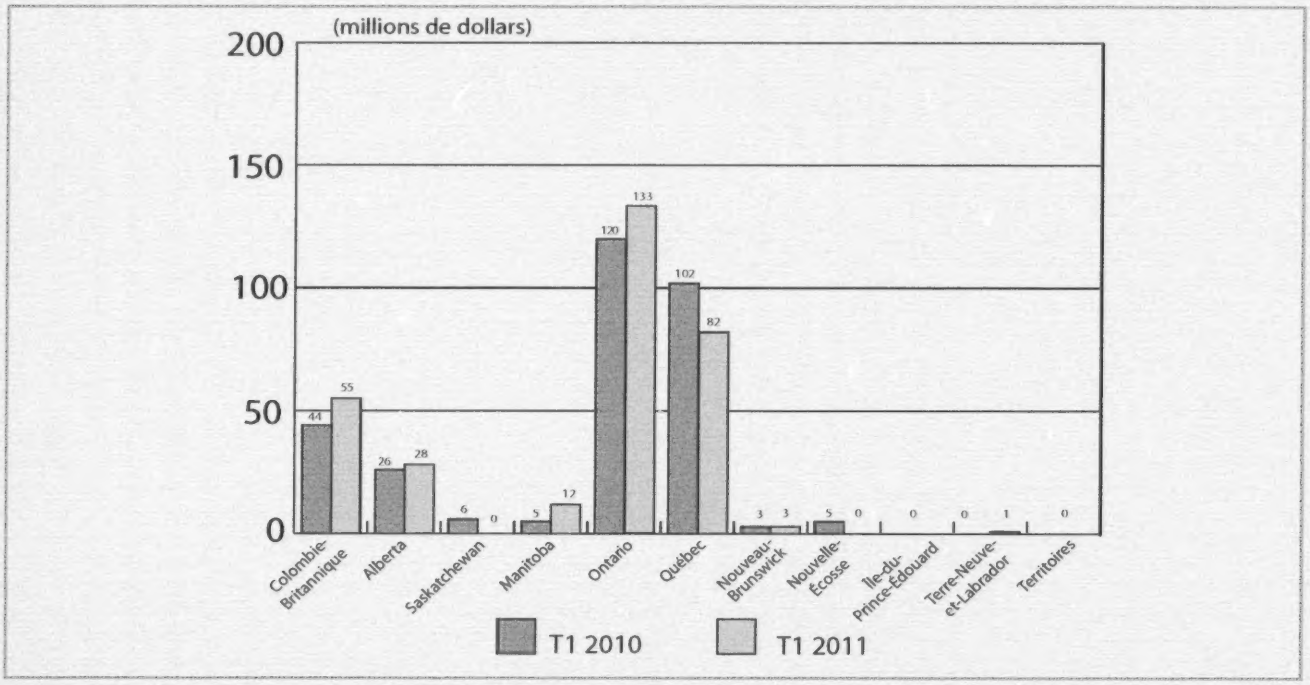
Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

Répartition selon le secteur d'activité

Augmentation dans les sciences de la vie et dans les technologies énergétiques et environnementales; faible baisse dans les TIC

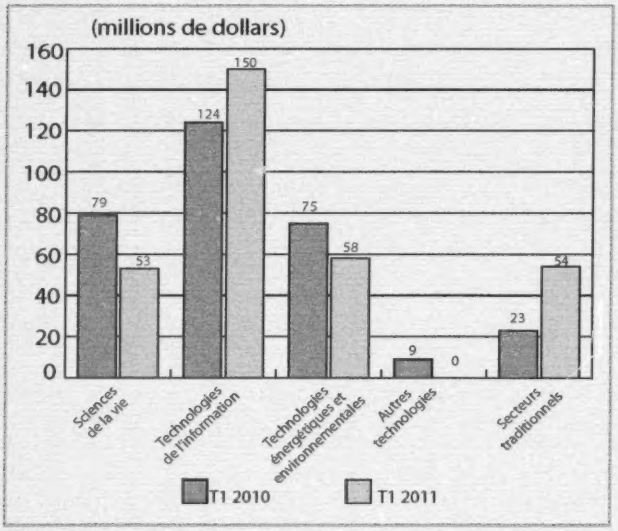
Au premier trimestre de 2011, les entreprises du secteur des TIC ont continué d'attirer la plus grande part des investissements, soit 150 millions de dollars ou 48 % de l'ensemble du financement (figure 6), ce qui représente une hausse de 21 % comparativement à la valeur totale des investissements en capital de risque dans le secteur des TIC au premier trimestre de 2010. Les entreprises du secteur des sciences de la vie et du secteur des technologies énergétiques et environnementales ont attiré moins de financement au premier trimestre de 2011 qu'à la même période en 2010, alors que les investissements dans les entreprises des secteurs traditionnels ont plus que doublé au premier trimestre de 2011 par rapport à la même période en 2010.

Figure 5 : Répartition régionale des investissements en capital de risque au Canada, 2010



Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

Figure 6 : Investissements en capital de risque selon le secteur d'activité, T1 de 2010 et T1 de 2011



Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

ACTIVITÉS GOUVERNEMENTALES

Activités de la Banque de développement du Canada

Au cours du premier trimestre de 2011, la Banque de développement du Canada (BDC) a pris des engagements en matière de capital de risque totalisant 34,8 millions de dollars auprès de 17 entreprises. Ces financements avaient une valeur totale de 222,9 millions de dollars, y compris les contributions des co-investisseurs. De plus, la BDC a investi un montant total de 25 millions de dollars dans deux fonds indépendants privés canadiens. Les co-investisseurs ont égalé ce montant, pour un total de 145 millions de dollars.

Le gouvernement du Québec, dans son budget de 2011, publié en mars dernier, a annoncé un financement pour la création du fonds *Capital Anges Québec* d'une valeur de 30 millions de dollars. Le gouvernement du Québec versera 20 millions de dollars au fonds, et le reste proviendra des anges investisseurs du secteur privé. Anges Québec, le plus grand réseau d'anges investisseurs au Québec, gérera le fonds. Le fonds, qui sera actif pendant 12 ans, aura pour mandat d'investir, de pair avec les anges investisseurs admissibles, dans des entreprises québécoises en démarrage, qui œuvrent dans les secteurs des technologies de l'information et des technologies industrielles.

Tableau 4 : Activités de la BDC en matière de capital de risque, T1 de 2011

	BDC	Co-investisseurs	Total	Nombre de transactions
	(millions de dollars)			
Prédémarrage et démarrage	8,0	19,4	27,4	6
Développement	19,2	81,1	100,3	7
Étapes ultérieures	7,6	87,6	95,2	4
Total	**34,8**	**188,1**	**222,9**	**17**

Source : Banque de développement du Canada.

PLEINS FEUX

Centres d'excellence en commercialisation et en recherche du Canada

Faciliter l'apport en matière de recherche des nouvelles entreprises sur le marché

De nombreuses entreprises en démarrage à fort potentiel qui œuvrent dans les secteurs des technologies éprouvent d'importantes difficultés à traduire l'excellence en recherche en réussite commerciale. Ces jeunes entreprises n'ont souvent pas accès aux ressources, aux sources de financement, aux connaissances et à l'expérience dont elles ont besoin pour transformer de nouvelles idées en possibilités d'affaires fructueuses.
Le Programme des centres d'excellence en commercialisation et en recherche (CECR) du gouvernement du Canada propose une nouvelle façon d'aider les entreprises du secteur des technologies à relever les défis commerciaux associés à la création d'une entreprise.

Administré par le Secrétariat des réseaux de centres d 'excellencle, qui se compose des trois présidents des organismes subventionnaires et du sous-ministre d'Industrie Canada, le Programme des CECR finance les centres de recherche oeuvrant dans des sous-secteurs particuliers des quatre secteurs prioritaires des sciences et technologies du Canada. Contrairement au Programme des réseaux de centres d'excellence, qui appuie la recherche, les subventions des CECR appuient les dépenses de fonctionnement d'un centre ainsi que les dépenses de commercialisation non liées à la recherche (p. ex. protection de la propriété intellectuelle, études de marché, élaboration de plans d'activités, consultation et mentorat, évaluation de la technologie).

Depuis 2009, le Programme a aidé à créer, partout au pays, 22 centres en commercialisation et en recherche reconnus à l'échelle internationale. Ces centres fournissent aux chercheurs les outils et l'expertise dont ils ont besoin pour les aider à devenir des entrepreneurs, à assurer l'expansion de leur entreprise et à attirer des investissements futurs.

Selon le Dr Mehran Anvari du Centre pour l'invention et l'innovation en chirurgie à Hamilton, en Ontario : « Le Programme des CECR répond au besoin essentiel de transformer les résultats de la recherche réalisée dans les universités en quelque chose qui sera utile au quotidien. Il complète les autres programmes d'appui à la recherche. Les chercheurs ont accès à de nombreuses sources de fonds, mais peu sont destinés à des activités de commercialisation. Le Programme des CECR permet de tirer parti de l'investissement fait par le Canada. »

Chaque centre, qui est axé sur une discipline particulière, est géré indépendamment. Les critères d'admissibilité pour les candidats sont déterminés par les centres, mais ces derniers doivent être en mesure de démontrer les avantages pour le Canada. Le financement du Programme attire des ressources de contrepartie (talents, infrastructures et services) provenant de partenaires universitaires et industriels; par conséquent, les centres exercent une influence considérable et attirent d'importants investissements pour les entreprises canadiennes en démarrage, y compris des investissements étrangers directs et des capitaux de risque fournis par des personnes et des organisations qui souhaitent contribuer à la croissance des nouvelles entreprises.

Selon le chef de la direction, Julian White, si Seregon Solutions Inc. est plus performante et continue de pouvoir répondre à la demande sans cesse grandissante d'applications pour les appareils mobiles, c'est qu'une subvention de 200 000 $ du Centre pour la commercialisation de la recherche (CCR), un centre créé grâce au Programme des CECR, lui a permis d'augmenter son personnel.

« Le CCR nous a fourni le financement nécessaire pour accroître notre équipe de direction, notamment en embauchant un directeur financier. Cela a grandement contribué à faire augmenter l'investissement de sources externes, dit M. White. Le CCR a aussi investi les fonds qui sont utilisés pour mettre notre produit sur le marché. »

Depuis 2007, le Programme a mené à bien trois concours, qui ont mené à la création de 22 centres. Les résultats de la dernière ronde de concours annoncés en décembre 2010 ont donné lieu à la création de cinq nouveaux Réseaux de centres d'excellence. Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme et les 22 centres, veuillez visiter le www.nce-rce.gc.ca.

NOTES

La présente publication fait partie d'une série de documents publiés par la Direction générale de la petite entreprise. Cette direction analyse le marché financier et l'incidence des tendances observées sur l'accès des petites entreprises au financement. La recherche actuelle met l'accent sur les entreprises à forte croissance, sur les aspects du capital de risque et de l'environnement commercial en général au Canada qui influent sur le succès de ces entreprises, ainsi que sur les principaux intervenants du marché du capital de risque (par exemple, les sociétés de capital de risque et les investisseurs providentiels).

La Direction générale de la petite entreprise est par ailleurs responsable du Programme de recherche sur le financement des PME (PRF PME), vaste programme de collecte de données sur le financement des PME au Canada. En collaboration avec Statistique Canada et le ministère des Finances Canada, Industrie Canada publie des données sur l'offre et la demande de financement des petites et moyennes entreprises. Pour obtenir de plus amples renseignements et prendre connaissance des conclusions et des rapports statistiques, consultez le site Web www.pme-prf.gc.ca.

Pour figurer sur la liste d'envoi de cette publication trimestrielle et pour toute question concernant le contenu du présent numéro, communiquez avec Michael Scholz par téléphone au 613-954-4369 ou par courriel à Michael.Scholz@ic.gc.ca.

DROIT D'AUTEUR

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande. Communiquer avec la :

Section des services du multimédia
Direction générale des communications
et du marketing
Industrie Canada
Bureau 441F, Tour Est
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Tél. : 613-947-5177
Téléc. : 613-954-6436
Courriel : production.multimedia@ic.gc.ca

Cette publication est également offerte en version HTML à www.pme-prf.gc.ca/moniteurcr.

Autorisation de reproduction
À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

ISSN 1911-9275
60901

Also available in English under the title *Venture Capital Monitor — Q1 2011.*